



**Groupe d'économie
Lare-Efi
du développement**
Université Montesquieu-Bordeaux IV

Document de travail

DT/156/2010

Croissance économique, commerce international et emploi décent : cas du Burkina Faso

par

Adama Zerbo

*Docteur ès Sciences Economiques,
Directeur du Bureau d'études pour l'emploi et le développement économique,
Enseignant-chercheur à l'UFR-SEG – Université de Ouagadougou,
Chercheur associé du GED – Université Montesquieu-Bordeaux IV*

Croissance économique, commerce international et emploi décent : cas du Burkina Faso

par

Adama Zerbo

*Docteur ès Sciences Economiques,
Directeur du Bureau d'études pour l'emploi et le développement économique,
Enseignant-chercheur à l'UFR-SEG – Université de Ouagadougou,
Chercheur associé du GED – Université Montesquieu-Bordeaux IV*

Résumé

A cause notamment de l'absence de méthodes adéquates permettant de l'examiner profondément, la relation entre la croissance économique et l'emploi décent reste insuffisamment explorée. Pour ce faire, ce papier propose une nouvelle approche d'analyse de ce lien, permettant de décomposer l'élasticité-revenu de l'emploi décent comme étant la moyenne des effets-intensité des facteurs macroéconomiques de la croissance, pondérés par leurs effets-quantité. Cette nouvelle approche permet, entre autres, d'appréhender les contributions des domaines/politiques économiques à l'intensité de la croissance en emploi, ainsi que de cerner les leviers macroéconomiques sur lesquels il conviendrait d'agir afin d'enrichir davantage la croissance économique en emploi décent. L'examen du cas du Burkina Faso à partir de cette nouvelle approche montre d'une part, qu'aucun facteur de la croissance économique n'a joué véritablement le rôle de moteur de l'emploi décent et d'autre part, que l'ouverture commerciale de ce pays appauvrit la croissance économique en emploi protégé.

Abstract: International Trade, Growth and Decent Work: the case of Burkina Faso

In part because of lack of analytical method to examine deeply the relationship between economic growth and decent employment, it is still insufficiently explored. Thus, this paper proposes a new analytical approach of this link, to decompose the elasticity of decent employment in relation of national income, as the average of intensity effects of growth factors, weighted by their quantity effects. This new approach allows assessing contributions of economic policies to growth intensity in employment, identifying macroeconomic levers on which action should be taken so that growth will be increasingly rich in decent work. Examination of the case of Burkina Faso based on this new approach shows that, a hand, there is no growth factor in this country, which is a motor of decent employment and, secondly, the international trade of this country impoverishes growth economic in decent employment.

Mots clés : Croissance, emploi décent, commerce international, pauvreté, Burkina Faso
Keywords: Growth, decent work, international trade, poverty, Burkina Faso

JEL classification: F16, J23

Sommaire

1. Introduction	1
2. Méthodologie d'analyse de l'intensité en emploi décent de la croissance économique	2
1. Décomposition de l'élasticité de l'emploi décent par rapport au revenu global	2
2. Enseignements du théorème de l'élasticité de l'emploi décent	3
3. Implications du théorème en matière de politiques économiques	5
1. Identification des leviers macroéconomiques de l'emploi décent	5
2. Politique commerciale et emploi décent dans les pays en développement	8
4. Croissance, commerce extérieur et emploi au Burkina Faso	10
1. Evolution de la situation économique du Burkina Faso	10
2. Décomposition de l'élasticité-revenu de l'emploi de l'économie du Burkina Faso	12
5. Conclusion	15
Références bibliographiques	16

1. Introduction

Depuis quelques années, il est de plus en plus admis que le marché du travail est par excellence le principal canal de transmission entre la croissance économique et le bien-être des populations. Cependant, la croissance économique peut être plus ou moins riche en emploi décent, comme cela a été constaté dans de nombreux pays (développés ou en développement). Au cours de la période 1960-1970 par exemple, la croissance économique de la France s'est située à 5,6% par an, contre une croissance économique de 3,8% aux Etats-Unis pendant la même période. Cependant, l'emploi a plus progressé aux USA (1,9% par an) qu'en France (0,6% par an) (Deléage et al, 2007). Entre 1994 et 2003, le Burkina Faso a enregistré un taux de croissance économique moyen de 5% par an, cependant la situation de l'emploi s'est dégradée. En effet, le taux de chômage urbain a plus que doublé (5,2% en 1998 à 11,5% en 2003), le taux de sous-emploi est passé de 38% à 48,2% et le taux d'emploi non protégé est passé de 50,5% à 56,3%. Par conséquent, l'incidence de la pauvreté a augmenté en passant de 45,3% en 1998 à 46,4% en 2003 (ONEF, 2009). Quels sont les déterminants d'un tel paradoxe entre la croissance économique et la dynamique de l'emploi ?

Dans la littérature économique, les approches les plus couramment utilisées pour expliquer ce paradoxe opposent « les gains de productivité » et « les gains en emploi » dans la croissance économique. Ces approches ont l'avantage d'être simples et d'expliquer certains choix politiques telle que la réduction du temps de travail. Mais, elles ne permettent pas de cerner la problématique de l'intensité en emploi de la croissance économique dans toutes ses dimensions et de proposer des mesures de politiques macroéconomiques davantage favorables à l'emploi décent, au moins pour deux raisons majeures. Premièrement, l'évolution de la productivité du travail ne s'oppose pas forcément à la progression de l'emploi, surtout l'emploi décent. Dans les pays en développement, les gains de productivité permettent d'améliorer l'emploi en réduisant le sous-emploi. De ce fait, aussi bien l'accroissement de la productivité du travail que la création de nouveaux emplois peuvent expliquer la richesse de la croissance économique en emploi décent. Deuxièmement, la croissance économique est le résultat combiné de l'évolution de plusieurs fonctions/domaines économiques hétérogènes tels que le commerce extérieur, l'investissement, la consommation, les finances publiques, la monnaie et le crédit, etc. Par conséquent, la richesse de la croissance économique en emploi résulte du degré de contribution de chacun de ces domaines ou fonctions économiques à la promotion d'emplois décents (création et amélioration de la qualité des emplois). Alors, pour mieux appréhender le lien entre la croissance économique et l'emploi décent, il s'avère nécessaire d'appréhender la façon dont chaque domaine/fonction économique contribue à enrichir ou à appauvrir la croissance en emploi décent.

Pour ce faire, cet article se fixe trois objectifs. Premièrement, il s'agit de développer un cadre théorique permettant notamment d'analyser les sources d'enrichissement ou d'appauvrissement de la croissance économique en emploi décent. Deuxièmement, en raison des nombreuses interrogations/inquiétudes des dirigeants et des populations face à l'ouverture commerciale qui semble s'imposer aux pays en développement, l'article vise à examiner plus spécifiquement les conditions dans lesquelles l'ouverture commerciale d'une nation enrichit la croissance économique en emploi décent. Enfin, l'article s'est fixé comme troisième objectif d'examiner au plan empirique la relation entre la croissance économique et l'emploi de qualité dans le cas du Burkina Faso en se fondant sur le cadre théorique développé, à l'aide de tests économétriques sur les effets d'intensité et de quantité des variables macroéconomiques sur l'emploi.

Au regard de ces objectifs, ce papier est structuré en trois sections. La première section développe le cadre d'analyse de la relation entre la croissance économique et l'emploi décent. La deuxième section examine les principales implications de ce nouveau cadre théorique en termes d'outils de politiques économiques et dégage, ainsi, un plan d'identification des leviers macroéconomiques de l'emploi décent et un outil permettant d'appréhender l'impact de l'ouverture

commerciale sur l'emploi décent. La troisième section est consacrée aux tests empiriques sur la relation entre la croissance économique et l'emploi de qualité au Burkina Faso.

2. Méthodologie d'analyse de l'intensité en emploi décent de la croissance économique

De nos jours, la plupart des analystes sont unanimes à reconnaître qu'une croissance économique élevée n'est pas suffisante pour créer des emplois décents en faveur d'un grand nombre de populations dans une économie. Deux pays peuvent avoir le même rythme de croissance économique mais l'un peut créer relativement plus d'emplois de qualité que l'autre. Cependant, ce constat souffre de l'absence de cadre théorique permettant des analyses approfondies et détaillées de la relation entre l'emploi et la croissance économique. Pour ce faire, cette section propose un outil d'analyse (un théorème) mettant en relation l'élasticité de l'emploi par rapport à la croissance économique et les élasticités des agrégats économiques. Il s'agit d'une décomposition de l'élasticité-revenu de l'emploi décent. Ainsi, cette section est structurée en deux sous-sections : la première sous-section énonce le théorème de décomposition de l'élasticité de l'emploi décent par rapport au revenu global, la deuxième sous-section tire les enseignements méthodologiques du théorème.

1. Décomposition de l'élasticité de l'emploi décent par rapport au revenu global

Dans une économie, l'évolution de l'emploi dépend de plusieurs facteurs économiques tels que l'investissement, les exportations, les importations, la consommation finale privée, les dépenses publiques, etc., qui sont des composantes directes ou indirectes du revenu global ou de la demande globale. Ainsi, chacune de ces composantes de la demande globale dont dépend l'emploi influe sur le contenu de la croissance économique en emploi décent. Pour chaque composante, notée U , de la demande globale, deux types d'effets sont à distinguer quant à son impact sur le contenu de la croissance économique en emploi décent.

Le premier effet est relatif à l'impact de la teneur en emploi de la composante U sur le contenu de la croissance économique en emploi décent : c'est l'effet-intensité de la composante U sur le contenu de la croissance économique en emploi décent. L'effet-intensité peut être positif ou négatif, élevé ou faible. Lorsqu'il est positif, cela traduit le fait que la composante U est favorable à l'emploi décent et lorsqu'il est négatif cela signifie que la composante U est défavorable à l'emploi décent. Par exemple, l'effet-intensité en emploi de qualité des exportations de produits manufacturés est *a priori* positif, tandis qu'au-delà de leur niveau optimal, les recettes fiscales ont *a priori* un effet négatif sur l'emploi décent et, par conséquent, un effet-intensité négatif. De même, si de façon générale, les exportations de biens et services peuvent avoir un effet positif sur l'emploi, l'intensité en emploi des exportations de produits manufacturés serait *a priori* plus importante que les exportations de produits bruts. Le second effet est un effet-quantité. A effet-intensité constant, l'évolution d'une composante U peut enrichir ou appauvrir la croissance économique en emploi de qualité. Par exemple, un accroissement des investissements se traduit *a priori* par une évolution positive de l'emploi décent qui peut être plus ou moins significative selon l'intensité des investissements en emploi de qualité.

Partant de ces conjectures sur la relation entre croissance économique et emploi décent, le théorème suivant est énoncé dans l'encadré 1 et démontré en annexe 1.¹

¹ En rappel, un théorème est une proposition qui peut être mathématiquement démontrée, c'est-à-dire une assertion qui peut être établie comme vraie au travers d'un raisonnement logique construit à partir d'axiomes. Une fois le théorème démontré, il est considéré comme vrai quelle que soit la valeur de vérité de sa prémisse (hypothèse de base), car il se présente sous la forme d'une implication. Il peut alors être utilisé pour démontrer d'autres propositions. Ainsi, un théorème se compose généralement d'hypothèses de base (des conditions qui peuvent être énumérées dans le théorème ou décrites d'avance) et une conclusion (une affirmation mathématique qui est vraie sous les conditions de base).

Encadré 1 : Théorème de décomposition de l'élasticité-revenu de l'emploi décent

Soit une économie nationale quelconque.

Et soient :

Y, le revenu global ;

T, le taux d'emploi décent (proportion de l'emploi décent dans la population active) ;

$(U_k)_{(k=1 \text{ à } K)}$, un vecteur de variables macroéconomiques autres que le revenu global et ses variantes ;

Si le taux d'emploi décent (T) est une fonction continue et dérivable des variables macroéconomiques rapportées au revenu global (Y) telle que l'exprime la relation 1 ;

$$T = T\left(\frac{U_1}{Y}, \dots, \frac{U_K}{Y}\right) \quad (1)$$

Alors, l'élasticité de l'emploi décent par rapport à la croissance économique est égale à la moyenne des « effets-intensité » en emploi décent des variables macroéconomiques, pondérés par leurs « effets-quantité » respectifs, tel que l'exprime la relation 2.

$$e_{T/Y} = \sum_{k=1}^K e_{T/(U_k/Y)} (e_{U_k/Y} - 1) \quad (2)$$

Le théorème de l'élasticité-revenu de l'emploi décent comprend une hypothèse à savoir « le taux d'emploi décent de l'économie nationale est une fonction continue et dérivable des variables macroéconomiques rapportées au revenu global ». Pour une nation donnée, cette condition est satisfaite s'il existe au moins une grandeur macroéconomique autre que le revenu global et ses variantes, dont le taux d'emploi décent est fonction de sa « part » dans le revenu global. L'application de ce théorème nécessite alors un test empirique mettant en relation le taux d'emploi décent et des variables macroéconomiques rapportées au revenu global.

Sous cette hypothèse de base qui se vérifierait dans la plupart des économies du monde, le théorème permet de conclure que l'accroissement du taux d'emploi décent imputable à une croissance économique de 1% est égal à la moyenne des effets-intensité en emploi décent des variables macroéconomiques qui influe sur l'emploi, pondérés par leurs effets-quantité respectifs. Ainsi, la conclusion du théorème donne une décomposition de l'élasticité du taux d'emploi décent par rapport au revenu global.

2. Enseignements du théorème de l'élasticité de l'emploi décent

En rappel, l'élasticité-revenu du taux d'emploi décent d'une nation exprime le degré de richesse de sa croissance économique en emploi de qualité. Elle indique l'accroissement relatif du taux d'emploi décent que peut entraîner une croissance économique de 1%. Une augmentation de cette élasticité signifie que la croissance économique crée relativement plus d'emplois décents. Lorsqu'elle baisse, cela signifie que la croissance économique crée relativement moins d'emplois décents.

Selon le théorème, la teneur de la croissance économique en emploi de qualité dépend de la moyenne des effets-intensité pondérés par les effets-quantité des grandeurs macroéconomiques dont est fonction le taux d'emploi de qualité. Alors, toute chose égale par ailleurs, lorsque l'effet-intensité et/ou l'effet-quantité d'une variable macroéconomique augmentent, l'élasticité du taux d'emploi décent par rapport au revenu global s'accroît ; c'est-à-dire la croissance économique devient

davantage favorable à l'emploi décent. Inversement, toute chose égale par ailleurs, lorsque l'effet-intensité et/ou l'effet-quantité d'une variable macroéconomique baissent, l'élasticité du taux d'emploi décent par rapport à la demande globale décroît ; c'est-à-dire la croissance économique s'appauvrit en emploi décent.

Aussi, la relation 2 confirme que selon la nature de chacune de ces grandeurs économiques, l'effet-intensité ou l'effet-quantité peut être positif ou négatif. De façon générale, le théorème permet de constater que lorsque l'évolution d'une variable macroéconomique est relativement plus faible (respectivement plus forte) que la croissance économique, son effet-quantité est négatif (respectivement positif). Et lorsque la variable macroéconomique est défavorable (respectivement favorable) à l'emploi décent, son effet-intensité est négatif (respectivement positif). Ainsi, en fonction des effets d'intensité et de quantité d'une variable macroéconomique, sa contribution à la richesse de la croissance économique en emploi décent peut être relativement élevée ou faible, positive ou négative. A partir du théorème, on déduit la contribution relative (C_k) d'une grandeur macroéconomique U_k à l'intensité de la croissance économique en emploi décent, donnée par la relation (3).

$$C_k = \frac{\left(e_{T/(U_k/Y)} (e_{U_k/Y} - 1) \right)}{|e_{T/Y}|} \quad (3)$$

La grandeur macroéconomique U_k contribue positivement à enrichir la croissance économique en emploi décent si et seulement si C_k est positive. On dira dans ce cas que la variable macroéconomique U_k enrichit la croissance économique en emploi décent. Par contre, elle contribue à appauvrir la croissance économique en emploi décent si et seulement si C_k est négative.

Par généralisation, soit un ensemble de grandeurs macroéconomiques relatif à un domaine économique Ω , noté (U_k) avec $k \in \Omega$.² La contribution relative (C_Ω) du domaine économique Ω à la richesse de la croissance économique en emploi décent est donnée par la relation (4).

$$C_\Omega = \sum_{k \in \Omega} C_k = \frac{\sum_{k \in \Omega} \left[e_{T/(U_k/Y)} (e_{U_k/Y} - 1) \right]}{|e_{T/Y}|} \quad (4)$$

Le domaine économique Ω contribue positivement à enrichir la croissance économique en emploi décent si et seulement si C_Ω est positive. Il appauvrit la croissance économique en emploi décent si et seulement si C_Ω est négative.

En terme de comparaison interne, un domaine économique Ω_1 contribue davantage à enrichir la croissance économique en emploi décent qu'un autre domaine économique Ω_2 si et seulement si C_{Ω_1} est supérieure à C_{Ω_2} . Par exemple pour une nation, la politique commerciale (Ω_x) est relativement plus favorable à l'emploi de qualité que la politique des finances publiques (Ω_g), si la contribution C_{Ω_x} du commerce extérieur est supérieure à la contribution C_{Ω_g} du secteur des finances publiques.

² Par exemple, les importations de biens d'équipements, les importations de produits finis, les exportations de produits manufacturés, les exportations de produits bruts constituent un ensemble de variables macroéconomiques relatives au domaine du commerce extérieur. Aussi, l'investissement privé national, l'investissement public, l'investissement direct étranger sont des variables macroéconomiques ayant trait à la politique d'investissement.

Par comparaison internationale, un domaine économique Ω contribue plus à enrichir la croissance économique en emploi décent dans une nation A que dans une autre nation B si et seulement si $\left| (e_{T/Y})_A \right| C_{\Omega_A}$ est supérieur à $\left| (e_{T/Y})_B \right| C_{\Omega_B}$. Quel que soit le domaine Ω , nous poserons pour la suite $e_{\Omega} = \left| (e_{T/Y}) \right| C_{\Omega}$. Alors, à titre d'exemple, soit Ω_x l'ensemble des variables macroéconomiques relatives au commerce extérieur, l'ouverture commerciale du pays A est plus enrichissante en emploi décent que celle du pays B si $e_{\Omega_{xA}}$ est supérieur à $e_{\Omega_{xB}}$.

Aussi, un domaine économique Ω d'une nation a plus contribué à enrichir la croissance économique en emploi décent pendant une période t_1 que pendant une période t_2 si et seulement si $(e_{\Omega})_{t_1}$ est supérieur à $(e_{\Omega})_{t_2}$. Ainsi, on dira que la politique des finances publiques (Ω_g) d'une nation s'est révélée plus efficace en matière de contribution à l'enrichissement de la croissance économique en emploi décent au cours de la décennie 1980 qu'au cours des années 2000, si $e_{\Omega_{g1980}}$ est supérieur à $e_{\Omega_{g2000}}$.

En résumé, l'application du théorème à travers des modèles économétriques estimant les effets d'intensité et de quantité permet de mesurer d'une part, la qualité de la croissance économique en termes de promotion d'emplois décents et d'autre part, la contribution de différents domaines économiques à l'enrichissement de la croissance en emploi décent. Aussi, en matière de politique économique, l'application du théorème permet de dégager des enseignements importants notamment concernant les leviers d'emplois décents d'une nation à une période donnée.

3. Implications du théorème en matière de politiques économiques

La présente section vise à approfondir l'analyse du théorème afin de dégager des outils pertinents de politiques économiques pour la promotion de l'emploi décent et des outils d'évaluation de l'impact de l'ouverture commerciale sur le lien entre la croissance économique et l'emploi décent. Ainsi, cette section se compose de deux sous-sections : la première sous-section présente un outil d'identification des leviers macroéconomiques de l'emploi décent qui découle du théorème ; la deuxième sous-section porte sur l'outil d'appréciation de la qualité de l'ouverture commerciale vis-à-vis de l'emploi décent.

1. Identification des leviers macroéconomiques de l'emploi décent

Les dirigeants de toutes les nations se posent la question de savoir quel est le levier le plus approprié pour relancer l'emploi de qualité et comment faut-il agir sur ce levier. En effet, les leviers de l'emploi ne sont pas forcément identiques d'une nation à l'autre ou d'une époque à une autre dans une nation. Pour une nation donnée, le levier le plus puissant de l'emploi décent dépend de son contexte et de la conjoncture économique.

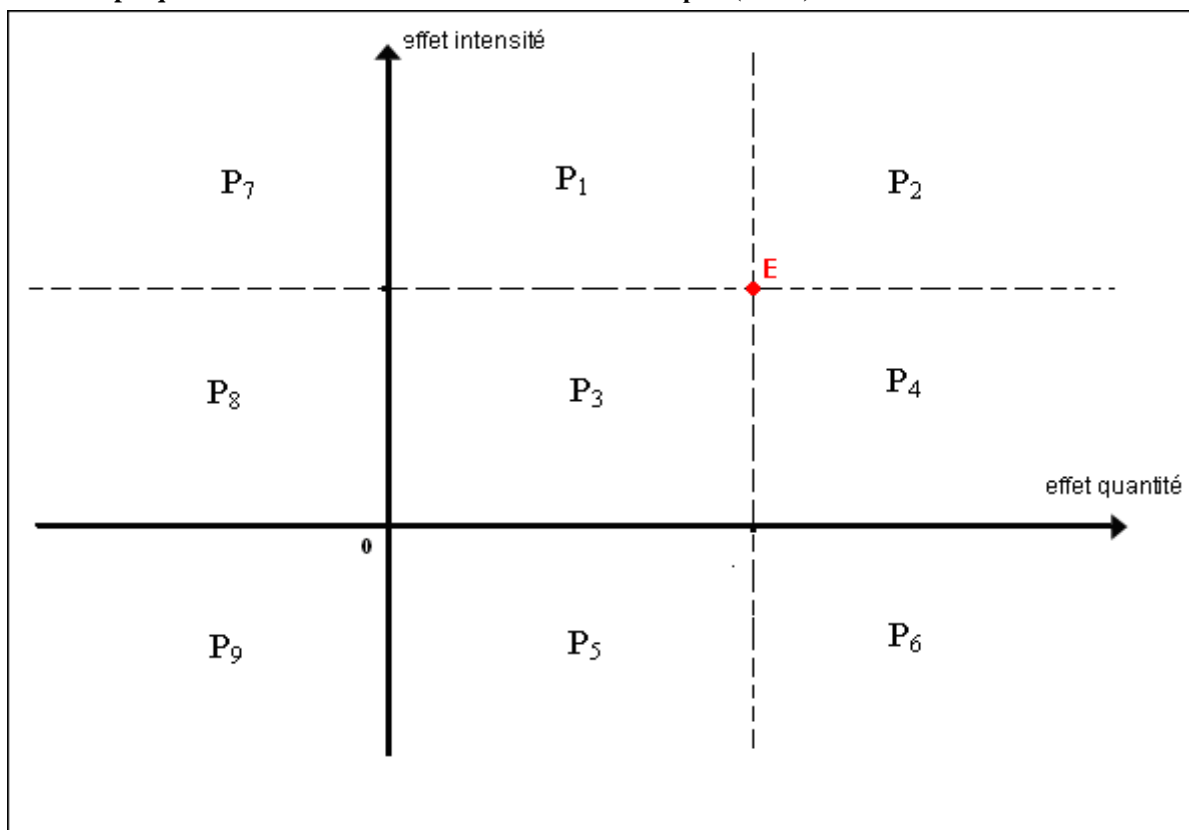
Par exemple, si pour une nation donnée, la consommation des ménages a été un levier efficace ayant permis de relancer l'emploi dans une période passée, elle peut ne pas l'être aujourd'hui compte tenu notamment des changements dans la nature des dépenses des ménages (des habitudes de consommation de plus en plus tournées vers l'extérieur) ou tout simple parce que l'effet de la demande des ménages sur l'emploi est à son niveau de saturation de sorte qu'il est difficile de l'améliorer significativement. De ce fait, les résultats en matière d'emplois seront moins importants que ceux obtenus par le passé pour le même niveau d'efforts consentis pour relancer l'emploi par le biais de la consommation des ménages. Il se pose donc la question de savoir quel est actuellement le levier le plus puissant de l'emploi pour cette nation.

L'application du théorème permet d'identifier les leviers potentiels de l'emploi décent ainsi que la façon dont il faut agir sur chacun de ces leviers pour relancer plus efficacement l'emploi décent. En effet, selon le théorème, l'élasticité de l'emploi par rapport à la croissance est égale à la moyenne des effets-intensité des variables macroéconomiques qui influencent l'emploi, pondérés par leurs effets de quantité respectifs. Ainsi, chacune de ces variables macroéconomiques peut être positionnée dans le plan (effet-quantité, effet-intensité), qu'il convient d'appeler le « Plan d'identification des leviers d'emploi (PILE) ».

Le plan d'identification des leviers d'emplois décents se divise en neuf cadrans (P_i) lorsqu'on se réfère à un point E correspondant, par exemple, à l'objectif minimal souhaité par le pays en termes d'intensité en emploi de la croissance économique. Faisons remarquer que graphiquement, le point correspondant à l'élasticité-revenu de l'emploi décent est le barycentre (point moyen) des points représentant les variables macroéconomiques qui influent sur le taux d'emploi décent. Ainsi, l'objectif visé peut être positionné dans le plan PILE.

Posons ($V_j, (j=1 \text{ à } J)$) l'ensemble des variables macroéconomiques qui influencent le taux d'emplois décents dans une économie donnée. En fonction de leur effet-intensité et leur effet-quantité, chaque variable V_j se situe dans l'un des neuf cadrans du PILE. Aussi, chacun des neuf cadrans (P_i) a-t-il ses caractéristiques propres en termes d'impact sur la richesse de la croissance économique en emplois décent et d'actions à mener éventuellement pour relancer l'emploi décent. L'appartenance d'une variable V_j à un cadran P_i du plan signifie que la variable V_j a les caractéristiques de ce cadran. Pour ce faire, nous décrivons successivement les neuf cadrans du plan d'identification des leviers d'emplois.

Graphique 1 : Plan d'identification des leviers de l'emploi (PILE) dans une économie



Source : La présente étude

Le cadran P_1 regroupe les variables V_j ayant un impact positif sur la richesse de la croissance économique en emploi décent, dont l'effet-intensité est relativement plus élevé, mais l'effet-quantité

est relativement faible. Alors, P_1 est le cadran des variables économiques intensives en emploi décent, mais dont l'impact global sur la richesse de la croissance économique en emploi décent est relativement réduit à cause de leur faible rythme d'accroissement. Les variables du cadran P_1 sont donc des leviers potentiels d'emplois décents sur lesquelles il conviendrait d'agir pour accélérer leur accroissement. Supposons par exemple qu'à l'issue de l'application du théorème à la situation d'une nation, on constate que la variable « exportation de biens et services » se situe dans le cadran P_1 . Cela signifie que les exportations de biens et services de la nation constituent un levier potentiel d'emplois décents dont il faut accélérer l'accroissement, tout en veillant à maintenir (ou éventuellement à améliorer) leur intensité en emploi décent.

Le cadran P_2 est celui des variables V_j ayant un impact positif sur l'intensité de la croissance économique en emploi décent, dont l'effet-intensité et l'effet-quantité sont à la fois relativement élevés. Alors, P_2 est le cadran des variables économiques qui enrichissent la croissance économique en emploi décent autant par leur forte intensité en emploi que par leur rythme d'accroissement élevé. Il est possible d'utiliser certaines des variables de P_2 comme leviers pour relancer l'emploi en cherchant à améliorer leur effet-intensité et/ou leur effet-quantité ; mais lorsque ces effets sont déjà suffisamment élevés (saturation), ces variables ne constitueraient pas de bons leviers pour relancer significativement l'emploi dans le court et moyen terme. Dans ce cas, il serait plus efficace d'utiliser par exemple des variables des cadrans P_1 , P_3 ou P_7 comme leviers pour relancer l'emploi, tout en maintenant au moins l'impact des variables du cadran P_2 sur l'emploi. Les variables économiques du cadran P_2 ont des contributions assez importantes à l'emploi de qualité qu'il faut absolument préserver à défaut de pouvoir les améliorer ; ce sont les facteurs moteurs de l'emploi décent.

Le cadran P_3 regroupe les variables V_j ayant un impact positif sur la richesse de la croissance économique en emploi décent, dont l'effet-intensité et l'effet-quantité sont tous deux relativement faibles. Alors, des variables du cadran P_3 peuvent constituer des leviers de l'emploi de qualité sur lesquels il est possible d'agir pour accélérer leur rythme d'accroissement et/ou améliorer leur intensité en emploi décent. En reprenant l'exemple précédent, supposons qu'à l'issue de l'application du théorème à la situation de la nation, on ait constaté que la variable « exportation de biens et services » se situe dans le cadran P_3 . Les exportations de biens et services seraient alors un levier de l'emploi sur lequel les autorités publiques peuvent agir pour accélérer l'accroissement et/ou améliorer son intensité en emploi décent. Toute chose égale par ailleurs et pour un niveau d'effet-quantité donné, l'utilisation des exportations comme levier demanderait plus d'effort dans l'exemple présent (P_3) que dans l'exemple du cadran P_1 si l'on veut atteindre les mêmes résultats. Aussi, toute chose égale par ailleurs et pour un niveau d'effet-intensité donné, l'utilisation des exportations comme levier serait plus coûteuse dans le cadran P_3 que dans le cadran P_4 si on veut atteindre les mêmes résultats.

Le cadran P_4 présente une situation symétrique à celle de P_1 . En effet, P_4 regroupe des variables V_j ayant un impact positif sur la richesse de la croissance économique en emploi décent et dont l'effet-quantité est élevé, mais l'effet-intensité est relativement faible. Par conséquent, des variables du cadran P_4 sont des leviers potentiels d'emplois décents, pour lesquels les actions des autorités publiques viseraient à améliorer davantage leur intensité en emploi. Poursuivant avec le même exemple, considérons qu'à l'issue de l'application du théorème à la situation d'une nation donnée, on ait constaté que la variable « exportation de biens et services » se situe dans le cadran P_4 . Alors, les exportations de biens et services peuvent constituer pour les autorités publiques un levier de l'emploi sur lequel il conviendrait d'agir pour améliorer davantage l'intensité en emploi décent, tout en veillant à maintenir (ou éventuellement à accélérer) leur rythme d'accroissement.

Le cadran P_7 regroupe des variables V_j qui appauvrissent la croissance économique en emploi décent et dont l'effet-quantité est négatif, mais dont l'effet-intensité est positif et relativement élevé. Ce sont des variables intensives en emploi décent dont le rythme d'accroissement n'est pas suffisant pour enrichir la croissance économique en emploi décent. Par conséquent, des variables du cadran P_7 sont des leviers potentiels pour relancer l'emploi de qualité, sur lesquels il conviendrait d'agir pour accélérer leur rythme d'accroissement. Toute chose égale par ailleurs et pour un niveau d'effet-intensité donné, l'utilisation d'une variable V_j (par exemple les exportations) comme levier de

l'emploi offrirait plus de possibilités (d'accroissement de l'emploi) dans le cas du cadran P_7 que dans les cas des cadrans P_1 et P_2 .

Le cadran P_8 regroupe des variables V_j qui appauvrissent la croissance économique en emploi décent et dont l'effet-quantité est négatif, mais l'effet-intensité est positif et faible. Ce sont des variables économiques moins intensives en emploi décent et dont le rythme d'accroissement n'est pas suffisant pour enrichir la croissance économique en emploi décent. Par conséquent, des variables du cadran P_8 peuvent également constituer des leviers importants pour relancer l'emploi décent, sur lesquels il conviendrait d'agir pour accélérer leur rythme d'accroissement et améliorer leur intensité en emploi. Toute chose égale par ailleurs et pour un effet-quantité donné, l'utilisation d'une variable V_j (par exemple les exportations) comme levier de l'emploi nécessiterait plus d'efforts dans le cas du cadran P_8 que dans les cas des cadrans P_7 pour les mêmes résultats escomptés.

Les cadrans P_5 et P_6 regroupent chacun des variables ayant un impact négatif sur la richesse de la croissance économique en emploi décent du fait de leur effet-intensité négatif. Pour les variables du cadran P_6 , l'impact négatif des variables sur la teneur de la croissance en emploi de qualité est accentué par leur rythme d'accroissement relativement important. En tout état de cause, ces variables sont défavorables à l'emploi décent. De ce fait, il est nécessaire de pouvoir maîtriser l'accroissement de ces variables si l'on veut relancer significativement l'emploi. Par exemple dans certaines situations, les importations de biens de consommation finale peuvent s'avérer défavorables à l'emploi décent, mais évoluer à un rythme relativement important de sorte à réduire significativement la teneur de la croissance économique en emploi décent.

Le cadran P_9 regroupe des variables V_j qui ont un effet-intensité négatif, mais dont le rythme d'accroissement par rapport au revenu global est relativement faible de sorte que l'impact global sur la richesse de la croissance économique en emploi décent est positif. En termes d'objectif de politique économique, le cadran P_9 est le cadran idéal pour toutes les variables ayant un effet-intensité négatif sur l'emploi décent.

En conclusion, pour une économie et à une période donnée, le théorème permet à travers le PILE, d'identifier les leviers potentiels de l'emploi de qualité. Parmi ces leviers potentiels, le choix du levier ou des leviers à utiliser doit également tenir compte des capacités techniques et financières du pays à utiliser tel ou tel levier, ainsi que des contraintes sociopolitiques telle que la réaction des populations par rapport à l'utilisation de tel ou tel levier.

2. Politique commerciale et emploi décent dans les pays en développement

La plupart des pays en développement se sont engagés dans un processus de libéralisation commerciale à partir du milieu des années 1980. En effet, après 1985, beaucoup de pays en développement ont plus ou moins réduit les droits de douane, supprimé les quotas et ouvert leur économie à la concurrence des importations. Cette évolution de la politique commerciale dans les pays en développement a été motivée notamment par les faibles résultats des politiques d'industrialisation par substitutions aux importations d'avant les années 1980, en termes de croissance économique et de bien-être des populations. Aussi, à partir des années 1990, des études empiriques comme celles de David Dollar (1992), Jeffrey Sachs et Andrew Warner (1995), Edwards Sebastian (1997), David Dollar et Aart Kraay (2001) ont soutenu l'existence d'un rapport positif fort entre l'ouverture commerciale et la croissance économique. Parallèlement, le caractère central de la croissance économique dans la réduction de la pauvreté a été réaffirmé par des économistes notamment de la Banque mondiale (Roemer et Gugerty (1997), Ravallion et Chen (1997), Gallup et al. (1999), Dollar et Kraay (2001)). Ainsi, en 2002, la Banque mondiale conclue dans sa publication « Global Economic Prospects and the Developing Countries 2002 : Making Trade Work for the World's Poor » qu'une évolution mondiale vers le libre-échange sortirait plus de 300 millions de personnes de la pauvreté au cours des vingt prochaines années, grâce à son impact sur la croissance des revenus.

Les économistes reconnaissent cependant que si l'impact sur les prix à la consommation est une voie par laquelle l'ouverture commerciale réduit la pauvreté, l'augmentation de la demande du travail constitue le canal le plus direct par lequel une orientation plus ouverte pourrait réduire la pauvreté (Dwight H. & al. (2008) ; Harrison, A. (2007)). La question est alors de savoir si toute forme d'ouverture commerciale susceptible d'engendrer une forte croissance économique est favorable à un accroissement significatif de la demande de travail. Des analystes soutiennent que les échanges de produits nécessitant une forte proportion de main-d'œuvre ont la capacité d'ouvrir des opportunités substantielles d'emplois, notamment en faveur des travailleurs faiblement qualifiés ; mais que l'ouverture peut également conduire à des pertes d'emplois dans certains secteurs économiques (Confer Dwight H. & al. (2008), Krugman, P. & al. (2006)). Ce qui implique que la structure des échanges commerciaux d'un pays détermine la capacité de l'ouverture commerciale à offrir des opportunités substantielles d'emplois : une ouverture commerciale caractérisée par des exportations fortement dominées par des produits primaires et des importations fortement orientées vers des produits de consommation finale est peu susceptible d'offrir des opportunités d'emplois décents à la hauteur de la dynamique démographique des pays en développement. Dans une telle situation, l'ouverture commerciale pourrait favoriser certes la croissance économique en liaison avec l'accroissement des exportations, mais la situation de l'emploi pourrait se dégrader, compte tenu de la faible intensité en main-d'œuvre des produits exportés. Autrement dit, dans ce cas, l'ouverture commerciale pourrait ne pas favoriser une croissance économique riche en emploi, surtout en emploi décent, capable de réduire la pauvreté.

Ainsi, toute chose égale par ailleurs, si l'ouverture commerciale accélère la croissance économique, il n'est pas évident qu'il soit toujours source d'une croissance économique pro-emploi ou pro-pauvre. En effet, considérons une économie nationale quelconque dont le taux d'emploi décent (T) est fonction, entre autres, de la politique commerciale à travers :

- la part des exportations de produits bruts dans la demande globale : $(x_b = X_b/Y)$;
- la part des exportations de produits manufacturés dans la demande globale : $(x_m = X_m/Y)$;
- la part des importations de consommation finale dans la demande globale : $(m_{cf} = M_{cf}/Y)$;
- la part des importations de consommation intermédiaire dans la demande globale : $(m_s = M_s/Y)$;
- la part des importations de biens d'investissements dans la demande globale : $(m_i = M_i/Y)$

Selon le résultat du théorème, le commerce extérieur d'une telle économie enrichit la croissance économique en emploi décent si et seulement si la contribution relative (C_X) du secteur du commerce extérieur à l'élasticité-revenu de l'emploi décent, donnée par la relation (5), est positive. Le commerce extérieur appauvrit la croissance économique en emploi décent si et seulement si cette contribution est négative.

$$C_X = \frac{e_{T/x_b} (e_{X_b/Y} - 1) + e_{T/x_m} (e_{X_m/Y} - 1) + e_{T/m_s} (e_{M_s/Y} - 1) + e_{T/m_{cf}} (e_{M_{cf}/Y} - 1) + e_{T/m_i} (e_{M_i/Y} - 1)}{|e_{T/Y}|} \quad (5)$$

A priori, il n'y a pas de raison à ce que cette relation (5) soit toujours positive quelle que soit l'économie considérée. Théoriquement, dans cette relation, l'effet-intensité en emploi décent des exportations de produits bruts et celui des exportations de produits manufacturés sont positifs. Mais, l'effet-intensité des exportations de produits bruts serait relativement plus faible, parce qu'elles sont généralement très peu intensives en emploi. Dans ce cas, il est important d'accélérer la dynamique des exportations de produits manufacturés pour accroître leur impact sur l'intensité de la croissance économique en emploi décent. A l'inverse, l'effet-intensité des importations de produits de

consommation finale est théoriquement négatif, dans la mesure où l'accroissement des importations de biens de consommation finale représente pour les entreprises nationales produisant les mêmes types de biens un manque à gagner en termes de demande. Selon la relation (5), l'effet-intensité négatif des importations de produits de consommation finale sur la richesse de la croissance économique en emploi décent sera « détourné » que si l'élasticité de ces importations par rapport au revenu national est inférieure à 1. Pour chacun des deux autres types d'importations de la relation (5), l'effet-intensité peut être positif ou négatif. En effet, si les importations de biens d'équipement ou de consommation intermédiaire représentent des pertes de débouchés pour les entreprises nationales produisant les mêmes types de biens, elles peuvent être sources d'emploi dans les entreprises qui les importent. Alors, l'effet-intensité de ces deux types d'importations est le résultat de deux effets de signes opposés.

Ainsi, à travers la relation (5), le théorème de la décomposition de l'élasticité-revenu de l'emploi permet d'une part, de savoir si la politique commerciale d'un pays enrichit ou non la croissance économique en emploi décent, en évaluant la contribution du commerce extérieur à l'intensité de la croissance en emploi décent. D'autre part, il permet de cerner les points faibles de la politique commerciale en matière de renforcement de l'intensité de la croissance économique en emploi décent à travers le calcul de la contribution de chaque catégorie de produits dans les exportations et les importations. En somme, l'application de la relation (5) au commerce extérieur d'un pays permet d'appréhender l'impact de sa politique commerciale sur l'intensité de la croissance économique en emploi décent et, par conséquent, sur la pauvreté, ainsi que les atouts à consolider et les défis à relever pour la promotion d'un commerce international de plus en plus favorable à l'emploi décent. Dans la section suivante, le cas du Burkina Faso est examiné afin de mettre en évidence son plan d'identification des leviers d'emploi et d'appréhender comment sa politique commerciale contribue à l'intensité de la croissance économique en emploi de qualité.

4. Croissance, commerce extérieur et emploi au Burkina Faso

Avant d'entamer les tests empiriques sur l'intensité de la croissance économique du Burkina Faso en emploi de qualité, il est essentiel de présenter brièvement l'évolution du contexte économique de ce pays, ainsi que l'évolution des relations commerciales avec le reste du monde.

1. Evolution de la situation économique du Burkina Faso

En 1991, suite aux résultats peu satisfaisants des politiques de développement antérieures en matière de croissance économique et de bien-être, le Burkina Faso s'est engagé dans la libéralisation de son économie. Au plan industriel, cela a consisté à la privatisation d'entreprises publiques et parapubliques. Entre 1991 et 2009, sur un total de 59 entreprises concernées par le programme de privatisation initié en 1991, 28 entreprises ont été privatisées, 6 entreprises ont été liquidées et 13 autres ont fait l'objet de restructuration. Au plan extérieur, le pays a opté pour la libéralisation de ses relations commerciales. Cela s'est traduit par la révision du code des douanes, la simplification des procédures et la réduction sensible du droit de porte, la révision du code des investissements et du code minier en vue d'attirer les investissements directs étrangers. Ainsi, dès 1995, le Burkina Faso a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et accorde, ainsi, le traitement de la clause de la « Nation la plus favorisée (NPF) » à tous les pays membres de l'OMC et bénéficie des dispositions des accords de l'organisation au sujet du traitement spécial ou différentiel. Au niveau sous-régional, le Burkina Faso fait partie de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) depuis 1994, dont le Tarif extérieur commun (TEC) est entré en vigueur en janvier 2000. Par ailleurs, le Burkina Faso est un pays membre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dont les règles d'origine ont été harmonisées avec celles de l'UEMOA en 2004, afin de rendre les deux régimes préférentiels compatibles et étendre la couverture du traitement libre-échange.

Ces réformes économiques ont été suivies par des progrès macroéconomiques relativement significatifs : le taux de croissance annuel est passé d'un niveau moyen d'environ 3% sur la période 1981-1990 à un niveau moyen d'environ 5% sur la période 1994-2007, soit deux points de pourcentage de plus que le taux de croissance démographique estimé à 3,1% en 2006. Ainsi, le PIB par habitant s'est accru à un rythme annuel d'environ 2% au cours de la période. Aussi, cette croissance économique a été beaucoup plus stable en dépit des chocs extérieurs enregistrés.

Par ailleurs, le volume des échanges commerciaux a augmenté en passant de 29,7% du PIB en 1996 à 42,9% du PIB en 2007. Cependant, les importations ont augmenté relativement plus vite (22,5% à 33,1% du PIB) que les exportations (7,2% à 9,8% du PIB). Par ailleurs, il ressort du tableau 1 que la structure des échanges extérieurs n'a pas significativement évolué au cours de la période étudiée. Les exportations demeurent essentiellement dominées par les matières premières (coton et or) : la part des produits manufacturés exportés est passée de 6,1% à 7,5% au cours des dix années, tandis que celle des matières brutes exportées s'est accrue d'environ 10 points de pourcentage. La part des produits manufacturés, ainsi que les produits alimentaires, les boissons et les tabacs dans le total des importations est supérieure à 35%.

Tableau 1 : Importations et Exportations du Burkina Faso, 1996-2007

	Exportations		Importations	
	1996	2007	1996	2007
Total (en % du PIB)	7,2	9,8	22,5	33,1
Structure par produit (en %)				
Alimentation, boissons et tabacs	15,1	7,4	18,6	14,4
Matières brutes non comestibles	66,9	76,3	1,3	4,3
Combustibles minéraux, lubrifiants et connexes	0,1	0,0	12,5	21,5
Huiles, graisses animales ou végétales	0,3	1,2	1,3	1,2
Produits chimiques et composés	1,0	0,6	13,4	10,3
Articles manufacturés	6,1	7,5	27,2	21,9
Machines et matériel de transport	3,1	4,7	25,6	26,3
Articles non classés	7,4	2,1	0,1	0,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSD, Annuaire statistiques du Burkina Faso, Edition 2008, Ouagadougou, Burkina Faso

En dépit de ces progrès macroéconomiques enregistrés sur plus d'une décennie, la situation de l'emploi s'est détériorée et la pauvreté a augmenté. En effet, selon les résultats des enquêtes sur les conditions de vie des ménages, l'incidence de la pauvreté est passée de 44,5% en 1994 à 46,4% en 2003 (INSD 1996, 2004). La dégradation des conditions de vie des ménages s'expliquerait principalement par le fait que le taux d'emplois non protégés, le taux de chômage urbain et le taux de sous-emploi ont augmenté (de 6 points de pourcentage au moins) au cours de la période.

Ainsi, bien que la croissance économique soit demeurée relativement stable et supérieure de 2 points de pourcentage au taux de croissance démographique, elle n'a pas pu offrir des opportunités d'emplois de qualité permettant d'améliorer les conditions de vie des ménages. Il se pose donc la question de savoir d'une part, quels sont les facteurs qui n'ont pas permis à la croissance économique de générer plus d'opportunités d'emploi de qualité afin d'améliorer le taux d'emploi protégé et d'autre part, quels sont les leviers macroéconomiques de l'emploi protégé et quel est l'impact de la politique commerciale sur l'intensité de la croissance en emploi protégé au Burkina Faso.

La sous-section suivante vise à répondre à ces interrogations à travers les estimations économétriques des effets-intensité et des effets-quantité des variables macroéconomiques sur l'intensité de la croissance économique en emploi protégé.

2. Décomposition de l'élasticité-revenu de l'emploi de l'économie du Burkina Faso

Pour décomposer l'élasticité-revenu de l'emploi de qualité du Burkina Faso, nous devons estimer d'une part, les effets-intensité et d'autre part, les effets-quantité des facteurs macroéconomiques de la croissance. Selon le résultat du théorème, l'effet-intensité d'une variable macroéconomique U est égal à l'élasticité du taux d'emploi de qualité par rapport à sa « part » dans le revenu global. Alors, l'estimation des effets-intensité revient à estimer la relation (1) du théorème ; ce qui permet en outre de vérifier l'hypothèse de base du théorème. De façon pratique, l'équation à estimer se présente sous la forme de la relation (6) où les coefficients (a_i) sont les effets-intensité des variables macroéconomiques (U_i) sur la richesse de la croissance économique en emploi de qualité.

$$\text{Log}(T) = a_1\text{Log}(U_1/Y) + a_2\text{Log}(U_2/Y) + \dots + a_n\text{Log}(U_n/Y) + u \quad (6)$$

S'agissant de l'effet-quantité d'une variable U , il est égal à l'élasticité de U/Y par rapport au revenu global. Ainsi, l'estimation de l'effet-quantité d'une variable macroéconomique U_i consiste à estimer la relation (7). Dans l'équation (7), le coefficient α_i est l'effet-quantité de la variable macroéconomique U_i . X désigne un ensemble de variables de contrôle du modèle.

$$\text{Log}(U_i/Y) = \alpha_i\text{Log}(Y) + \beta_i\text{Log}(X) + v \quad (7)$$

Pour les tests empiriques, nous disposons d'une base de données sur les agrégats économiques de la période 1985-2005 issue des annuaires de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD). Le Produit intérieur brut (PIB) a été considéré comme le revenu global (Y). Alors, les variables macroéconomiques ont été rapportées au PIB et il s'agit donc de décomposer l'élasticité du taux d'emploi de qualité par rapport au PIB.

Tableau 2 : Estimation des effets-intensité en emploi protégé de variables macroéconomiques et les effets-quantité associés

<i>Variables explicatives</i>	<i>Coefficient a_i (effet-intensité)</i>	<i>Effet-quantité associé</i>
Log-Exportations de biens manufacturés /PIB	0,4416*	2,1750**
Log-Exportations de produits bruts /PIB	0,2938**	5,7684**
Log-Importations /PIB	- 1,5440**	1,9120**
Log-Investissements /PIB	0,8643*	0,5178**
Log-Consommation finale /PIB	1,9247*	0,0178**
Constante	- 10,3519*	
R ² ajusté	0,8900	
Prob.(F)	0,0000	
Test hétéroscédasticité de White		
Khi-deux : χ^2	0,03	
Prob. (χ^2)	0,8693	

* ; ** = significatif respectivement à 5% et 1%.

Source : La présente étude

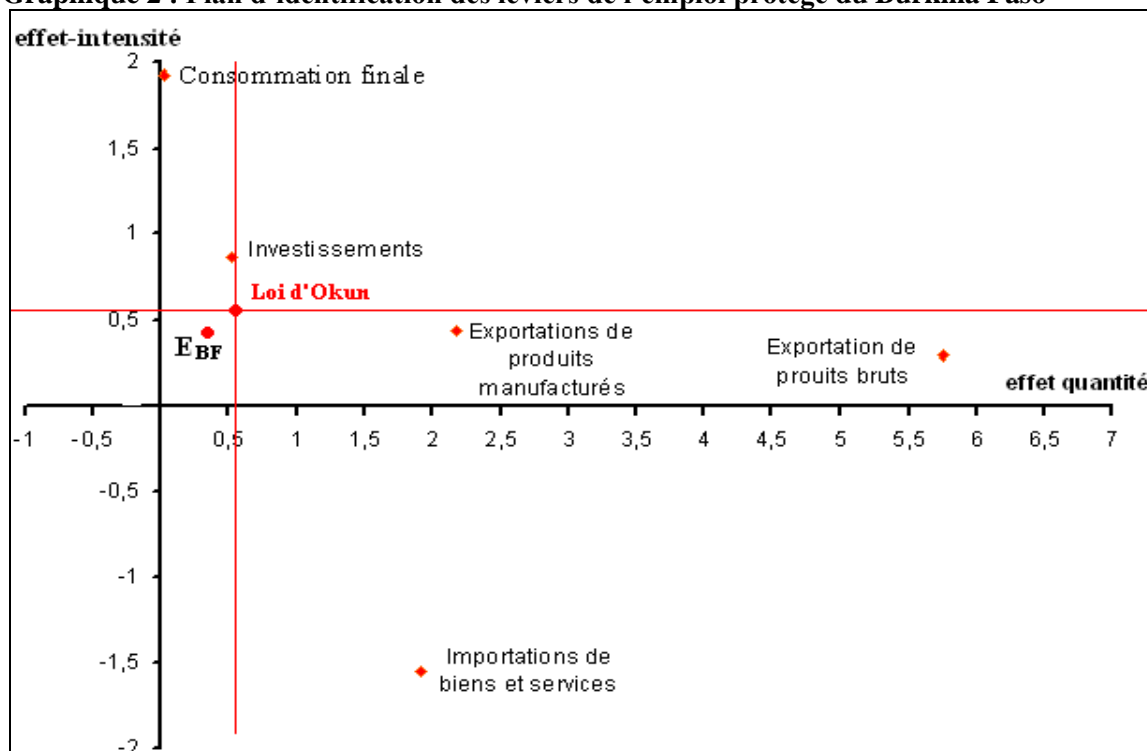
S'agissant du taux d'emploi, à défaut de disposer de statistiques sur l'emploi décent au sens strict du terme, nous avons considéré l'emploi protégé rapporté à la population active. Les statistiques sur l'emploi protégé ont été obtenues en additionnant les effectifs de la fonction publique (emploi public) et le nombre de travailleurs déclarés à la Caisse nationale de sécurité sociale (emploi privé protégé). Trois sources statistiques ont permis de constituer une série chronologique sur l'emploi

protégé de 1985 à 2005, à savoir, les annuaires statistiques de l'INSD, les annuaires statistiques de la CNSS et les statistiques du Système de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat (SYGASPE).

Le tableau 2 présente les résultats des estimations. Selon ces résultats économétriques, le taux d'emploi protégé du Burkina Faso est fonction des exportations de produits manufacturés, des exportations de produits bruts, des importations, de l'investissement et de la consommation finale rapportés au PIB. Selon la probabilité de la statistique de Fischer (F) concernant la qualité de l'ajustement, la qualité globale du modèle est satisfaisante ; cela est confirmé par le R^2 ajusté qui montre que le modèle permet d'expliquer 89% de la variance du taux d'emploi protégé du Burkina Faso. Aussi, le test d'hétéroscédasticité de White montre que les résidus du modèle ne sont pas corrélés. Autrement dit, l'hypothèse d'homoscédasticité des résidus du modèle d'estimation est vérifiée.

Selon les résultats économétriques du tableau 2, les effets-intensité (sur la richesse de la croissance économique en emploi protégé) des exportations, de l'investissement et de la consommation finale sont positifs, tandis que celui des importations est négatif. On note qu'au Burkina Faso, la demande intérieure (consommation finale + investissement) est plus intensive en emploi protégé que la demande extérieure (exportations). En effet, les effets-intensité respectifs de l'investissement et de la consommation finale sur le contenu de la croissance en emploi protégé sont supérieurs à ceux des exportations de produits manufacturés et de produits bruts. Aussi, l'effet-intensité des exportations de produits bruts est assez faible (0,29%) par rapport à celui des exportations de produits manufacturés (0,44%) qui est également faible. Ces chiffres traduisent la faible intensité des exportations du Burkina Faso en emploi de qualité.

Graphique 2 : Plan d'identification des leviers de l'emploi protégé du Burkina Faso



Source : La présente étude.

Les estimations des effets-quantité selon l'équation (7) donnent les résultats présentés dans la dernière colonne du tableau 2. Ainsi, à partir de l'ensemble des résultats économétriques du tableau 2, l'élasticité de l'emploi protégé par rapport au PIB est calculée et le plan d'identification des leviers macroéconomiques de l'emploi protégé au Burkina Faso est construit (graphique 2). L'élasticité du

taux d'emploi protégé par rapport au PIB est de 0,1849. Ce qui signifie que pour une croissance économique de 1%, le taux d'emploi protégé augmente de 0,1849%. Autrement dit, le taux de croissance économique moyen du Burkina Faso de 5% permet d'augmenter le taux d'emploi protégé de 0,9% par an.

Pour l'année 2007, le taux d'emploi protégé (emploi protégé /population active) est de 4% environ. Ainsi, avec le niveau de croissance économique et la dynamique démographique actuels, ainsi que la faible intensité de la croissance en emploi protégé, le Burkina Faso ne pourra doubler son taux d'emploi protégé que d'ici à 2084. Aussi, avec une telle intensité en emploi protégé, un taux de croissance économique de 10% permettrait de doubler le taux d'emploi protégé qu'à l'horizon 2046. Ce qui montre qu'en plus de l'objectif d'accélération de la croissance économique, il est primordial pour le Burkina Faso d'améliorer l'intensité de la croissance économique en emploi de qualité, afin de pouvoir inverser la tendance de la pauvreté. Il est alors important d'identifier les leviers macroéconomiques sur lesquels il convient d'agir pour améliorer le contenu de la croissance en emploi de qualité.

Le plan d'identification des leviers macroéconomiques de l'emploi protégé du Burkina Faso (graphique 2) permet de constater qu'en se référant à un point correspondant à la Loi d'Okun (élasticité de l'emploi de 0,3%), toutes les variables macroéconomiques du graphique 2 ont de faibles effets sur le contenu de la croissance en emploi protégé. Aucune de ces variables macroéconomiques ne constitue un moteur de l'emploi protégé.

- l'investissement et la consommation ont des effets-intensité relativement élevés, mais leur dynamique est faible. Ce qui suppose qu'il est important pour le Burkina Faso de promouvoir l'accroissement significatif des investissements, mais de veiller également à leur intensité en emploi de qualité. Ainsi, la demande intérieure et surtout l'investissement, constitue un levier potentiel d'emplois protégés pour le Burkina Faso.
- les exportations de produits manufacturés ont un effet-quantité relativement élevé, c'est-à-dire leur rythme d'accroissement par rapport au PIB est relativement important, mais leur intensité en emploi protégé reste assez faible. Ainsi, toutes les mesures visant à améliorer l'intensité des exportations de produits manufacturés en emploi de qualité telle que la promotion de petites et moyennes industries de transformation de produits locaux pour lesquels le Burkina Faso a un avantage comparatif est une voie pour enrichir la croissance économique en emploi de qualité.
- les exportations de produits bruts ont un effet-quantité suffisamment élevé en liaison avec l'évolution des exportations dans les secteurs coton et minier. Cependant, l'effet-intensité est encore plus faible que celui des exportations de produits manufacturés. Ce qui réduit fortement la contribution des exportations dans leur globalité à l'amélioration du taux d'emploi protégé au Burkina Faso et vient confirmer une fois de plus la nécessité de passer progressivement à la transformation des matières premières afin de pouvoir améliorer sensiblement le contenu en emploi de qualité de la croissance économique.
- les importations contribuent négativement et significativement à l'intensité de la croissance économique en emploi protégé au Burkina Faso : leur effet-intensité est fortement négatif et leur dynamique par rapport au PIB est élevée. Cela s'explique par le fait que d'une part, les importations se composent en proportion importante de produits finis qui sont directement mis sur le marché et d'autre part, la dynamique de l'offre intérieure est insuffisante pour limiter l'accroissement des importations. Il est donc important pour le Burkina Faso, de promouvoir l'accroissement de l'offre de biens et services et de promouvoir leur demande, notamment dans les secteurs où le pays dispose des atouts réels, afin de limiter l'effet négatif des importations sur l'emploi protégé.

Aussi, lorsqu'on analyse l'effet global du commerce extérieur sur l'emploi, il ressort qu'il contribue négativement à l'intensité de la croissance en emploi protégé. La contribution absolue du commerce international à l'intensité de la croissance économique en emploi protégé est de $-0,298$, soit une contribution relative de $-160,6\%$. Ainsi, l'ouverture commerciale du Burkina Faso sur le reste du monde appauvrit sa croissance économique en emploi protégé de $160,6\%$.

Tableau 3 : Contributions à l'intensité de la croissance en emploi protégé au Burkina Faso

	Contribution absolue	Contribution relative (%)
Commerce extérieur	-0,2977	-160,6
Investissement	0,4475	242,0
Consommation finale	0,0343	18,5
Total	0,1849	100,0

Source : La présente étude

La politique commerciale du Burkina Faso mérite donc d'intégrer davantage et implicitement des objectifs de promotion d'emplois décents, afin de la rendre davantage favorable à l'emploi décent. Aussi, une plus grande ouverture du pays, notamment dans le cadre des Accords de partenariat économique (APE), comporte des risques importants liés à l'impact négatif de l'ouverture commerciale sur l'intensité de la croissance en emploi protégé. Dans le cas d'une orientation plus ouverte de l'économie burkinabè, la politique commerciale sera profitable en termes d'emploi protégé que si l'économie nationale est dans une phase d'accélération relativement forte des investissements productifs, de la part des exportations de produits manufacturés, ainsi que de leur intensité en emploi décent. Alors dans un environnement international de plus en plus globalisé où la mondialisation s'impose de fait aux pays en développement, le Burkina Faso doit se préparer sérieusement pour limiter les effets négatifs sur l'emploi protégé et profiter des éventuelles opportunités de cette nouvelle donne.

5. Conclusion

Bien qu'il soit désormais de plus en plus admis que les progrès macroéconomiques ne sont pas systématiquement favorables à l'emploi décent, la relation entre la croissance économique et l'emploi décent reste insuffisamment explorée à cause notamment d'une absence d'outils d'analyse permettant de l'examiner de façon plus approfondie. Pour ce faire, ce papier a proposé une nouvelle approche d'analyse du lien entre l'emploi et la croissance économique, permettant de décomposer l'élasticité-revenu de l'emploi décent, comme étant la moyenne des effets-intensité des facteurs macroéconomiques de la croissance économique, pondérés par leurs effets-quantité. Cette nouvelle approche permet, entre autres, d'appréhender les contributions des domaines/politiques économiques à l'intensité de la croissance en emploi, de cerner les leviers macroéconomiques sur lesquels il convient d'agir pour enrichir davantage la croissance économique en emploi décent.

L'application de cette nouvelle approche à l'économie du Burkina Faso sur la période 1985-2005 montre qu'aucun facteur de la croissance économique n'a joué véritablement le rôle de moteur de l'emploi protégé. L'élasticité du taux d'emploi protégé par rapport au Produit intérieur brut (PIB) est de $0,185$ et se décompose en des effets positifs de $0,447$ et de $0,034$ imputables respectivement à l'investissement et à la consommation finale, ainsi qu'un effet négatif estimé à $-0,298$ imputable au commerce extérieur. Ainsi, au stade actuel de la situation économique du Burkina Faso, son ouverture commerciale appauvrit la croissance économique en emploi protégé.

Références bibliographiques

- CNSS, 1993-2008 : Annuaire statistique de la Caisse nationale de sécurité sociale, Ouagadougou, Burkina Faso.
- DOLLAR, D. & KRAAY, A., 2001a. "Trade, Growth and Poverty". working paper n°2615. Department of research policy, World Bank, Washington
- DOLLAR, D. & KRAAY, A. 2001b. *Growth is good for the poor*. Washington. Banque Mondiale.
- DOLLAR, D. 1992. "Outward-Oriented Developing Countries Really Do Grow More Rapidly: Evidence from 95 LDCs, 1976-1985". *Economic Development and Cultural Change* 40, n°3, p.523-544.
- DELÉAGE, J.-P. & al. 2007. *Croissance, emploi et développement : les grandes questions économiques et sociales*. La Découverte. Paris, France.
- DWIGHT, H. & al. 2006. *Economics of Development. 6th edition*. W. W. Norton & Company, Inc.
- EDWARDS, S. 1997. "Openness, Productivity and Growth: What Do We Really Know?" NBER Working Papers 5978, National Bureau of Economic Research, Inc.
- GALLUP, J. & al. 1999. *Economic growth and the income of the poor*. CAER II, Discussion Paper, n°36.
- HARRISON, A. 2007. *Globalization and Poverty*. The University of Chicago Press, LTD, London.
- INSD. 1985, 2006, 2008. Annuaire statistique de l'Institut national de la statistique et de la démographie, Ouagadougou, Burkina Faso.
- INSD. 1996. *Le profil de pauvreté au Burkina Faso*. Etude statistique nationale. Institut national de la statistique et de la démographie. Ouagadougou.
- INSD. 2004. *Burkina Faso : La pauvreté en 2003*. Etude statistique nationale. Institut national de la statistique et de la démographie. Ouagadougou.
- JEFFREY D. SACHS & ANDREW WARNER, 1995. "Economic Reform and the Process of Global Integration" *Brookings Papers on Economic Activity, Economic Studies Program*, The Brookings Institution, vol. 26(1995-1), pages 1-118.
- KRUGMAN, P. & al. 2006. *International Economics. 7th edition*. Pearson Education Inc, Addison-Wesley.
- ONEF. 2009. *Bilan emploi-formation 2009, Burkina Faso*. Observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle, Ouagadougou, Burkina Faso.
- RAVALLION, M. & Chen, G. 1997. « What can new survey data tell us about recent changes in distribution and poverty ». *World Bank Economic Review*, vol. 11, (2).

Annexe 1 : Démonstration du théorème de l'élasticité-revenu de l'emploi décent

Pour simplifier les écritures des relations dans cette démonstration nous conservons les notations du théorème.

Posons en outre pour tout $k = 1$ à K , $Z_k = U_k/Y$

Ainsi, la relation (1) devient : $T = T(Z_1, \dots, Z_K)$ (1 bis)

En différenciant la relation (1 bis) par rapport au revenu global (Y) on obtient :

$$\frac{dT}{dY} = \sum_{k=1}^K \left(\left(\frac{\partial T}{\partial Z_k} \right) \times \left(\frac{\partial Z_k}{\partial Y} \right) \right) \quad (8)$$

En multipliant chaque membre de la relation (8) par (Y/T) et en multipliant le second membre par le rapport (Z_k/Z_k), on obtient la relation (9) :

$$\frac{dT}{dY} \times \frac{Y}{T} = \sum_{k=1}^K \left(\left(\frac{\partial T}{\partial Z_k} \times \frac{Z_k}{T} \right) \times \left(\frac{\partial Z_k}{\partial Y} \times \frac{Y}{Z_k} \right) \right) \quad (9)$$

Cette relation (9) traduit le fait que l'élasticité du taux d'emploi (T) par rapport au revenu global (Y) est égale à la moyenne des élasticités de T par rapport aux variables Z_k (effet intensité de Z_k en emploi), pondérés par les élasticités des Z_k par rapport à Y (effet quantité de Z_k sur l'emploi).

En explicitant l'expression de la dérivé des Z_k par rapport à Y dans le second terme du produit de la sommation de la relation (9), on obtient la relation (10).

$$\left(\frac{\partial Z_k}{\partial Y} \times \frac{Y}{Z_k} \right) = \left(\left(\frac{\partial U_k}{\partial Y} \times \frac{Y}{U_k} \right) - 1 \right), \text{ pour } k = 1 \text{ à } K \quad (10)$$

Ainsi, la réécriture de la relation (9) en tenant compte de la relation (10) donne la relation (11) qui correspond au résultat du théorème.

$$\frac{dT}{dY} \times \frac{Y}{T} = \sum_{k=1}^K \left(\frac{\partial T}{\partial Z_k} \times \frac{Z_k}{T} \right) \times \left(\left(\frac{\partial U_k}{\partial Y} \times \frac{Y}{U_k} \right) - 1 \right) \quad (11)$$